

DOSSIER

APOCALYPSE

LA GUERRE DES MONDES
1945-1991

Dans leur nouveau documentaire, dont les images fortes illustrent notre dossier, Isabelle Clarke et Daniel Costelle retracent un demi-siècle de conflits, de politique et de bluff qui ont opposé les États-Unis et l'URSS. Une histoire pas si lointaine, dont nous sommes les héritiers directs. Diffusion les 5 et 12 novembre à 21h 05.



Créée en 1947 par l'artiste Martyl Langsdorf, cette horloge, conçue comme un compte à rebours, fut adoptée par le *Bulletin of the Atomic Scientists* pour prévenir d'un danger nucléaire plus ou moins imminent. Minuit étant l'heure de l'apocalypse. L'horloge prend désormais en compte d'autres paramètres, comme le changement climatique ou les menaces biologiques. Vous retrouverez ce symbole dans nos articles pour vous donner un état de la tension à chaque époque.

La série documentaire *Apocalypse. La guerre des mondes* est diffusée par France 2, la RTBF et RTS, et produite par CC&C (groupe Mediawan) en coproduction avec l'ECPAD et l'INA. Les coffrets DVD et Blu-ray seront disponibles à partir du 20 novembre.

Une série documentaire
exceptionnelle diffusée sur

2

CC&C CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019 NATIONAL ARCHIVES AND RECORDS ADMINISTRATION

CC&C CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019 NATIONAL ARCHIVES AND RECORDS ADMINISTRATION



**GIVE US ARMS
FOR EXTERMINATE COMMUNISTS**
THE YOUNG MANS ASSOCIATION OF KOREAN



**TRUMAN SAYS REDS
EXPLODED ATOM BOMB**

ĐAU TRƯỜNG
CỦA QUÂN BINH TỰ DO GIẢI PHÓNG

ENTRETIEN

ISABELLE CLARKE ET DANIEL COSTELLE

Ce couple de passionnés explore les conflits du XX^e siècle et la montée des totalitarismes. Leur nouvelle série décrypte l'histoire de cette guerre que l'on dit « froide », dominée par le péril d'une guerre atomique. Et définitive...

HISTORIA – Vous avez débuté cette fresque sur la guerre froide en... 2009 ! Dix ans de travail préparatoire pour un documentaire, c'est plutôt rarissime à la télévision, non ?

ISABELLE CLARKE ET DANIEL COSTELLE – Oui, c'est un luxe de bénéficier de dix ans de recherches dans les archives du monde entier. Le résultat ? deux cent cinquante heures d'images pour la guerre froide, et quatre cent cinquante pour les conflits ouverts ! La vérité, c'est que nous avons dû différer la mise en œuvre de la guerre froide pour satisfaire les demandes de France 2 pendant la dernière décennie : un épisode *Staline*, un *Hitler* et un *Verdun*.

H. – Avec toujours, comme même principe, la restitution des couleurs...

C'est un vieux rêve que nous avons avec Isabelle. Pas la colorisation, mais la « remise en couleurs » de films tournés en noir et blanc. Et ce fut un vrai triomphe puisque nos séries sont les plus vues dans le monde.

H. – Quels sont, pour vous, les moments les plus forts de *La Guerre des mondes* ?

Sans doute le duel diplomatique et protocolaire, filmé lors de la conférence de Potsdam (1945), que Staline impose à Truman, à peine élu président des États-Unis. La caméra capture le moment où Truman choisit le fauteuil du milieu pour que le président des États-Unis soit, comme Roosevelt à Téhéran en 1943, entouré de Churchill et Staline

(voir p. 22). Or ce dernier estime que c'est lui le véritable vainqueur du nazisme. Il exige donc que le président américain se relève, Truman semble pris en faute. Puis, grand seigneur, le Soviétique l'invite, d'un geste de mansuétude teintée de mépris, à se rasseoir. Une manière de faire comprendre que le patron, désormais, c'est lui. Que l'arbitre des élégances et du



CE QUE L'ON A COUTUME D'APPELER 'L'ÉQUILIBRE DE LA TERREUR' FUT UNE PARTIE D'ÉCHECS TRÈS MAÎTRISÉE ENTRE LES DEUX GRANDS. UNE SITUATION FINALEMENT PEUT-ÊTRE PLUS CONFORTABLE QU'AUJOURD'HUI

nouvel ordre mondial, c'est encore lui. Cette scène-là, nous l'avons retrouvée en Russie, dans une épreuve de tournage non utilisée qui, de plus, avait conservé le son... Un miracle !

H. – Le paradoxe, c'est que Truman va annoncer à Staline, au cours de la même conférence, que les États-Unis sont en possession de l'arme nucléaire...

Oui, et pour Staline, qui se voyait déjà maître de l'Europe, ce sera sans aucun doute un coup dur. Mais il s'en doutait probablement un peu. En revanche, songez que, pendant quelques années, entre 1945 et 1949, Moscou fut à la merci des bombes américaines. Mais aucun des occupants de la Maison-Blanche n'a songé sérieusement à profiter de cet avantage...

H. – D'où provient la scène qui montre des cadres communistes de Berlin-Est lynchés par les ouvriers en 1953 (voir p. 24) ? Des archives de la Stasi ?

Nous ne souhaitons pas toujours préciser ou dévoiler la provenance de nos documents. Sachez que, quand les confrères envoient des équipes à Washington trois ou quatre jours, nous, nous choisissons de les maintenir sur place durant trois ou quatre... semaines. Donc, motus sur la source de cette scène !

En revanche, je peux vous assurer que les Berlinoises de l'Ouest qui font des pieds de nez aux VoPos de l'Est sont bien filmés par la Stasi. Parmi les archives absolument inédites, il y a notamment le défilé à Hanoï en 1945 des troupes de Hô Chi Minh dans lequel se côtoient drapeaux américains et du Viêt-minh (voir p. 36) ! Les États-Unis se faisaient alors les chantres de la décolonisation face aux vieilles puissances colonialistes, comme la France et la Grande-Bretagne.



MARC CHAUMEIL/DIVERGENCE

H. – Daniel Costelle, vous réfutez le terme d'« impérialisme » pour évoquer la politique des États-Unis durant toute la période.

Oui. Il faut se rappeler qu'en 1945 les Américains étaient décidés à quitter l'Europe. Or l'Armée rouge disposait de six millions de soldats, tandis que les Américains comptaient tout au plus 400 000 hommes. La question était alors la suivante : où fixer les frontières orientales des démocraties occidentales ? À Paris ? à Brest ? à Londres ? Après réflexion, et la décision d'affronter un électorat gagné de nouveau par l'isolationnisme, Truman décida que ce serait Berlin...

H. – Dans ces six épisodes, de Gaulle occupe une place bien mince...

On le voit avec Kennedy en 1961, lors de sa visite à Paris. Je crois que, en dehors de cette rencontre, où Kennedy a fait mine de s'intéresser à de Gaulle, la France n'a eu aucune influence sur la conduite de la guerre froide.

H. – Car l'équilibre de la terreur est une partie d'échecs qui ne se joue qu'entre les deux Grands. Et les compromis furent, semble-t-il, moins difficiles à passer qu'aujourd'hui, où les puissances nucléaires sont plus nombreuses...

L'exemple parfait est fourni par la crise cubaine. Quasiment une mascarade complice, du début à la fin. C'est d'abord le président Eisenhower qui avance ses pions : des fusées Jupiter qu'il installe à la frontière turque, sur les flancs de l'URSS. Khrouchtchev cherche alors un moyen de l'obliger à retirer ces fusées. Comment ? En avançant lui aussi ses pions : des missiles envoyés à Cuba. Le message est limpide : « Retirez vos fusées de Turquie et je retirerai les miennes de Cuba. » Pour ne pas faire perdre la face devant le président américain, Khrouchtchev acceptera de retirer ses missiles le premier. Et Kennedy tiendra parole pour les siens. Un scénario secret. Une pièce

de théâtre dont la fin heureuse repose surtout sur la complicité des deux principaux protagonistes.

H. – Danielle Costelle, à votre avis, comment la guerre froide a-t-elle modelé les esprits ?

Il était difficile, dans la France de 1950, de ne pas être procommuniste, défenseur de la paix et du progrès universel. J'ai même été de ceux qui ont soutenu les Soviétiques au moment de l'insurrection de Budapest en 1956. Puis en juin 1968, je suis allé en URSS tourner le film *La Bataille de Moscou*. L'équipe a été reçue par le ministre de l'Information, qui nous a confiés : « Je n'arrive vraiment pas à comprendre pourquoi de Gaulle n'a pas envoyé les chars contre les étudiants en mai dernier... » Ce fut un électrochoc. Je compris brusquement pourquoi ce système avait été qualifié par Daniel Saint-Hamont d'« Empire des cafards ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉRIC PINCAS ET GUILLAUME MALAURIE



LES ÉTATS-UNIS
REMIS À LEUR PLACE !

À Potsdam, pas question d'autoriser Truman à s'asseoir en premier : Staline fera bien vite se relever le tout nouveau président américain. Le chef soviétique croit alors avoir gagné la partie.

CC&C CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/KRASNOGOROK

COUP DE FREIN SUR LES AMBITIONS STALINIENNES

À l'été 1945, le «petit père des peuples» reçoit ses «alliés» près d'un Berlin dévasté. Son objectif? Montrer qu'il est le plus fort. Mais une expérience, menée dans le Nouveau-Mexique, va rebattre les cartes...

PAR FRANÇOIS KERSAUDY

Ce 17 juillet 1945, alors que s'ouvre la conférence de Potsdam au palais de Cecilienhof, Joseph Staline a quelques raisons d'être satisfait : dix semaines plus tôt, avec 2,5 millions de soldats, 6 250 chars et 42 000 canons, il s'est rendu maître de la capitale du Reich – au prix de 300 000 hommes et de 2 000 chars, il est vrai, mais seul le résultat compte : « Nous sommes des bolcheviks, pas des écolières ! » Pour ce congrès des vainqueurs, c'est donc en maître des lieux qu'il accueille les deux dirigeants occidentaux ; et pour qu'ils ne l'oublient pas, il a fait poster des milliers de sentinelles surarmées tout

le long des cinq kilomètres séparant leurs villas de Babelsberg du palais de Cecilienhof, devant lequel s'étale un gigantesque parterre de géraniums en forme d'étoile rouge – des fleurs qui ont eu le temps de pousser depuis le 1^{er} mai, date de l'installation des Soviétiques sur place, alors que les alliés occidentaux ne sont admis à Berlin que depuis le 4 juillet... Du reste, Staline a sur eux d'autres avantages : il est seul à savoir que Hitler est vraiment mort, et même où se trouve son cadavre ; il est seul à avoir tout son temps, alors que ses deux interlocuteurs sont pressés de rentrer chez eux ; il est seul à connaître d'avance les positions et les

L'Europe en 1939, puis en 1955

projets des deux autres; il sait que Churchill est épuisé par six années de guerre et obnubilé par les élections à venir, tandis que Truman, en fonction depuis trois mois seulement, vient à Potsdam en novice – accompagné en outre du tout nouveau secrétaire d'État James Byrnes et de Joseph Davies, ancien ambassadeur à Moscou, apologiste du régime stalinien et imbécile accompli... Enfin et surtout, l'Armée rouge et ses partisans occupent déjà Berlin et toutes les grandes capitales d'Europe centrale et des Balkans: Varsovie, Prague, Vienne, Budapest, Sofia, Bucarest, Belgrade et Tirana... Qui pourrait les empêcher d'aller plus loin ?

L'effet d'une bombe

Ainsi, lors de cette rencontre, Staline, très sûr de lui, veut non seulement faire entériner ses conquêtes, mais aussi obtenir des réparations en provenance des zones d'occupation occidentales, un contrôle sur les Dardanelles, un mandat en Libye, des frontières polonaises s'étendant jusqu'à la Neisse occidentale, une partie de la Prusse orientale et de larges cessions de territoires en Asie pour prix de sa future déclaration de guerre à Tokyo...

Les premières séances lui donnent pratiquement l'assurance de tout obtenir par la négociation ou par l'intimidation, mais le 24 juillet, un événement inattendu se produit: le président Truman lui révèle le succès de l'expérimentation d'une bombe atomique au Nouveau-Mexique. Staline, excellent comédien, reste de marbre, mais il comprend que tous ses projets d'expansion en Europe comme en Asie vont devoir être révisés: face à des «impérialistes américains» disposant de l'arme atomique, les menaces et les coups de force perdront beaucoup de leur efficacité. Avant même son départ de Potsdam, Staline décide donc de faire accélérer brutalement les recherches nucléaires soviétiques, en confiant leur direction au tchékiste Beria – qui en répondra sur sa tête... ♦



(1) République fédérale d'Allemagne (2) République démocratique allemande



LA POUDRIÈRE BERLINOISE

Pendant près d'un demi-siècle, Est et Ouest se jugent et se jaugent dans l'ancienne capitale, d'où peut éclater à tout moment la Troisième Guerre mondiale.

PAR LIONEL RICHARD

Le 8 mai 1945 (ou le 9 mai pour l'Union soviétique, en raison du décalage horaire), le haut commandement allemand signe dans une caserne de l'Est berlinois la capitulation de l'Allemagne national-socialiste. Que doit-il maintenant advenir des Allemands? Décision a été prise de démembrer en commun l'Allemagne et sa capitale. À chacun des trois Grands, une zone d'occupation et un secteur de Berlin. La France est intégrée à ce projet à partir du 11 novembre 1944, date à laquelle les États-Unis reconnaissent

le gouvernement provisoire que préside de Gaulle. Dès lors, les Alliés ne représentent plus trois puissances, mais quatre. Les commandants en chef de leurs forces militaires réciproques signent le 5 juin 1945 une déclaration qui définit le régime d'occupation. Les Britanniques et les Américains s'installent dans leur secteur de Berlin en juillet 1945, et les Français en août. La population est assurée d'une liberté de passage d'un secteur à l'autre. Une administration interalliée est instaurée, avec un Conseil de contrôle. Celui-

ci a pour fonction de régler les problèmes quotidiens.

Dénazification, démilitarisation, démocratisation sont les objectifs essentiels. Mais la coupure entre les secteurs occidentaux et le secteur soviétique se révèle peu à peu évidente. Paradoxe, en effet: Berlin, au cœur même de la zone soviétique d'occupation, comporte une enclave du « monde libre ». Au terrain d'entente se substitue un champ de discorde, symbolique de ce qui est appelé, à partir de 1947, la « guerre froide ».

1948 : LE BLOCUS DE BERLIN-OUEST

À partir de 1946, l'entente entre les trois alliés occidentaux et l'Union soviétique sur l'administration quadripartite de Berlin tourne à la discorde. Les négoc-



SOUS L'ŒIL DE LA STASI ?

Le 17 juin 1953, un cadre du Parti communiste allemand est pris à partie par les ouvriers. Des « contre-révolutionnaires » manipulés par l'Occident, selon les autorités russes et les analystes de la Stasi, créée trois ans plus tôt.

CC-BY-NC-SA / CC-BY-NC-SA / CC-BY-NC-SA

ciations s'enlisent. Devant ce cul-de-sac, les États-Unis prennent l'initiative d'ancrer progressivement à l'Ouest, en les regroupant, les zones occidentales d'occupation, ainsi que les trois secteurs occidentaux de Berlin. Le 18 juin 1948, sous prétexte de relancer l'économie, ils décident d'y engager une réforme monétaire. Les 20 et 21 juin, la nouvelle monnaie, le Deutsche Mark, est instaurée. Ainsi la zone soviétique d'occupation (la partie orientale de Berlin y compris) se trouve-t-elle détachée du reste de l'Allemagne.

En réaction, les autorités soviétiques annoncent, le 22 juin, leur propre réforme monétaire et promulguent, le 24 juin, une série de mesures pour bloquer l'approvisionnement des secteurs occidentaux : verrouillage des trafics ferroviaires, fluviaux et routiers ; suspension de la fourniture de courant



CC-BY-NC-SA / CC-BY-NC-SA / CC-BY-NC-SA

Symphonie de la liberté En 1948, durant dix mois, 200 000 rotations aériennes assurent le ravitaillement de la ville, « assiégée » par les Soviétiques.

électrique. Le 4 août 1948, le blocus est total. Pour les Occidentaux, il est risqué de se lancer dans des représailles militaires. Seule solution : empêcher l'asphyxie grâce aux couloirs aériens. Le général Lucius D. Clay, gouverneur militaire américain pour l'Allemagne, établit alors, avec les Britanniques, un pont aérien pour assurer le ravitaillement des deux millions d'habitants maintenant isolés.

Action humanitaire, et opération spectaculaire ! Le 25 juin au matin, les premiers avions atterrissent sur l'aérodrome de Tempelhof. Bientôt, plus de 500 assurent une rotation quotidienne. Vivres, médicaments, essence, et des milliers de tonnes de charbon sont acheminés régulièrement. Grâce à la propagande occidentale, ce contre-blocus devient le symbole d'une lutte pour la liberté. Les pilotes sont élevés au rang de stars. Exemple, Gail Halvorsen. Son avion appartient à la petite flottille des « Bombardiers de raisins secs », qui larguent des parachutes chargés de friandises et de chewing-gums sur les groupes d'enfants.

Mais la crise ne peut durer indéfiniment. À partir de juillet 1946, plus de dix mois de rencontres diplomatiques vont s'écouler. Les quatre puissances d'occupation parviennent enfin le 4 mai 1949 à un accord. L'Union soviétique

lève le blocus le 12 mai 1949 à minuit. Pour tenir bon, il a fallu 200 000 vols d'avions, transportant 1,8 million de tonnes de marchandises. Non sans accidents et victimes. À Tempelhof, aujourd'hui parc public, un monument commémoratif affiche les noms des 40 pilotes britanniques et 31 Américains qui ont perdu la vie. De cet imbroglio naissent deux États allemands. La République fédérale d'Allemagne est fondée le 23 mai 1949. La République démocratique allemande est proclamée le 7 octobre 1949. Capitale, Berlin-Est. Quant aux secteurs occidentaux de Berlin, ils deviennent Berlin-Ouest. Un territoire toujours sous la surveillance des quatre puissances d'occupation, mais aussi une ville avec une administration autonome, dont les représentants sont issus d'élections libres.

LE 17 JUIN 1953

Staline étant mort le 5 mars 1953, un espoir de dégel dans les relations Est-Ouest traverse la population de la RDA. Le programme de « construction du socialisme » lui impose en effet des tensions insupportables. Mais son gouvernement, avec Walter Ulbricht à sa tête, veut accélérer la reconstruction de Berlin-Est. Au lieu d'assouplir les conditions de travail, il augmente au contraire de 10 % les normes de pro- >>>

>>> duction. Pour ceux qui ne s'adaptent pas, la perte de salaire atteindrait jusqu'à 28 %. Spontanément, les maçons de Berlin-Est qui travaillent sur l'allée Staline refusent ces mesures et manifestent en conséquence. De sorte que le gouvernement, le 9 juin 1953, tempère ses décisions. Vainement. Le 15 juin, des milliers d'ouvriers du bâtiment cessent le travail. Ulbricht et ses collaborateurs sont hués. La foule crie à leur démission. Elle réclame des « élections libres ». Une « grève générale » est lancée.

Le matin du 17 juin, à Berlin-Est, plus de 40 000 ouvriers battent le pavé. À 10h35, les manifestants déferlent sur la Maison des ministères. Le mouvement se déploie dans 270 autres villes de la RDA. Parfois, les pouvoirs locaux sont destitués, remplacés par des « comités de grève ». Assaut est donné à plusieurs prisons, et leurs détenus sont libérés. Autour de midi, les autorités militaires soviétiques prennent la situation en main et décrètent l'état d'exception. Des chars et des troupes se mettent en marche pour écraser ce qui est considéré comme une insurrection.

Interprétation du gouvernement Ulbricht, et longuement « vérité officielle » en RDA : le 17 juin 1953, une « contre-révolution » a été planifiée par les Occidentaux, avec des « provoca-

teurs » de Berlin-Ouest infiltrés à Berlin-Est. Les Soviétiques, dès le 18 juin, placardent des affiches destinées à prouver que plusieurs de ces « provocateurs » ont été les meneurs des émeutes et que, démasqués, ils ont été condamnés à mort. En réalité, les dirigeants des puissances occidentales ne croient pas à une insurrection. Ils sont persuadés d'une « manœuvre » soviétique. L'émetteur de radio RIAS (*Rundfunk im amerikanischen Sektor*, « voix libre du monde libre »), qui incite les manifestants, au début, à renverser le régime, reçoit l'ordre de ne pas envenimer la situation.

À Berlin-Est, le nombre de victimes du 17 juin 1953, à en croire les recherches

Jusqu'au milieu de 1955, toutefois, les tribunaux est-allemands sont le théâtre d'environ 1 800 procès.

DE LA CONSTRUCTION DU MUR...

De 1949 à 1961, environ 2 700 000 habitants de Berlin-Est et de la RDA sont passés à l'Ouest. Au cours de la seule année 1960, ils sont plus de 200 000. Pour la moitié, ce sont des jeunes de moins de 25 ans qui viennent de recevoir une formation qualifiée. Ils sont attirés à l'Ouest par les meilleures conditions de vie. Cette privation de main-d'œuvre place les dirigeants de la RDA devant le danger d'une catas-

Tant bien que mal, les deux États allemands,

RFA et RDA, coexistent pacifiquement.

Le statu quo pourrait se perpétuer, mais l'arrivée

au pouvoir de Gorbatchev va changer la donne

d'un groupe d'historiens* en 2004, est de 55. Parmi elles, cinq responsables d'organes politiques de la RDA, lynchés ou tués dans la furie des manifestations. De 13 000 à 15 000 personnes sont ensuite arrêtées. Pour beaucoup, elles seront libérées fin juin 1953.

trophe économique. À partir de mars 1961, Ulbricht insiste auprès des Soviétiques pour « verrouiller la porte de l'Ouest ». Le 1^{er} août 1961, Nikita Khrouchtchev, à la tête de l'URSS depuis 1955, lui répond favorablement. La RDA ne peut en arriver, admet-il, à perdre tous ses ingénieurs. Il lui donne deux semaines pour élaborer le dispositif qui interdira de « passer en toute liberté, dorénavant, de Berlin-Ouest à Berlin-Est, et vice versa ».

L'affaire est aussitôt mise en marche par Ulbricht. Dans la nuit du 13 août, les 160 kilomètres de frontière entre Berlin-Ouest et Berlin-Est sont bouclés de barbelés par des unités de soldats et de policiers de la RDA. Les moyens de communication sont coupés. À 6 heures du matin, l'encerclement de Berlin-Ouest est terminé. Pour le fortifier, des équipes de maçons remplacent les barbelés par un mur de pierre et de béton dans la nuit du 17 au 18 août. Le 13, Willy Brandt, alors bourgmestre-gouvernant de Berlin-Ouest, élève une



Prolétaires, unissez-vous ! La mort de Staline (5 mars 1953) entraîne une folle vague d'espoir dans le Berlin occupé par l'URSS : le 17 juin, 40 000 personnes manifestent.



Feu rouge Pour mettre un terme à l'hémorragie démographique qui frappe la jeune RDA, le premier secrétaire est-allemand Walter Ulbricht fait édifier le Mur dans la nuit du 13 août 1961 – après avoir reçu le feu vert de Khrouchtchev.

CC&C CLARKE COSTELLE & CE-ECFAD-INA-2019/INARA



CC&C CLARKE COSTELLE & CE-ECFAD-INA-2019/INARA

protestation contre cette initiative « inhumaine ». Les Alliés occidentaux, cependant, restent impassibles. Réaction de Kennedy, président des États-Unis depuis le 20 janvier 1961, dès qu'il est informé: « C'est une solution qui n'est pas très belle, mais elle est mille fois préférable à la guerre. » Berlin-Ouest est désormais une île ancrée à l'Occident, à l'intérieur d'un immense territoire sous le contrôle des Soviétiques.

... À SA DESTRUCTION

Tant bien que mal, RFA et RDA coexistent pacifiquement. Le statu quo pourrait se perpétuer. Mais l'Union soviétique, avec l'accession de Gorbatchev à sa tête, amorce un cours nouveau. En novembre 1985, il rencontre le président américain Ronald Reagan en Suisse, et tous deux tombent d'accord pour entretenir des relations plus as-

souplies. Dans le bloc de l'Est, la perspective est saisie comme un espoir de changement. La Hongrie, en mars 1989, ouvre ainsi les frontières qu'elle partage avec l'Autriche. Des milliers de citoyens est-allemands saisissent l'occasion de cette porte vers l'Ouest. À leur afflux se conjuguent bientôt, dans toute la RDA, des manifestations incessantes pour la suppression du Mur. Au point qu'elles finissent par avoir raison de l'immobilisme dans lequel se butent les hommes au pouvoir.

Berlin-Est, 9 novembre 1989, 9 heures: quatre officiers de l'Armée populaire pénètrent dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Le Bureau politique du parti dirigeant, le Parti socialiste unifié, vient de les charger de rédiger une nouvelle réglementation pour les voyages à l'étranger. Deux jours auparavant, une ébauche en est arrivée de Moscou. Les

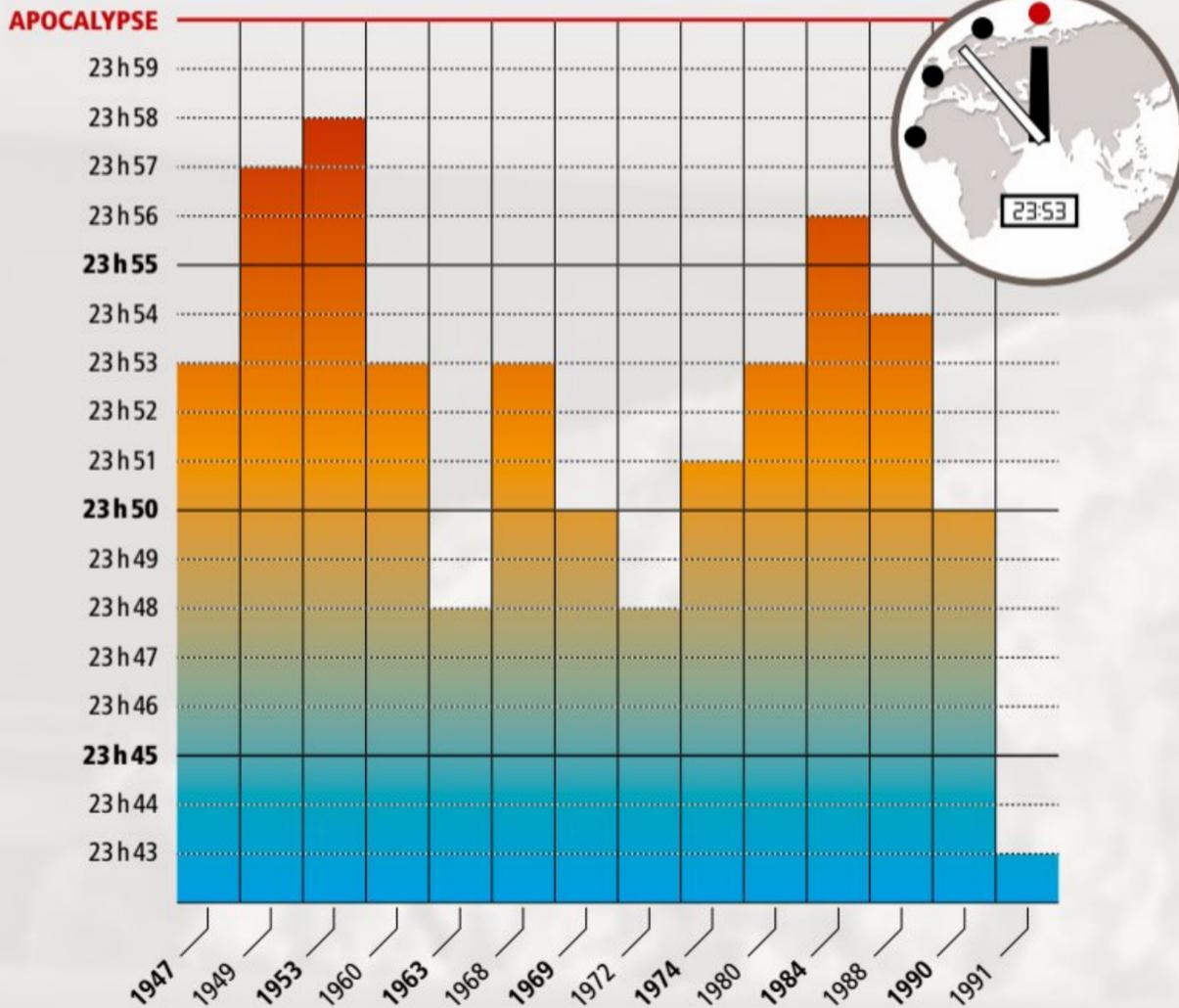
demandes préalables d'autorisation n'ont plus de raison d'être. Liberté de circulation, et donc, à tous ceux qui le souhaitent, délivrance de visas.

À midi, le texte est transmis au conseil des ministres. Le premier secrétaire du Parti pour la région de Berlin, Günter Schabowski, reçoit mission de tenir une conférence de presse à 18 heures. À partir de quand, lui demande un journaliste italien, les nouvelles mesures doivent-elles entrer en vigueur? Il hésite et répond en bafouillant: « À ma connaissance, dès maintenant, immédiatement. »

Inattendue, l'information est aussitôt diffusée et relayée par les radios et télévisions de la RFA. Des flots d'habitants de Berlin-Est se précipitent vers les points de passage du Mur. Les gardes-frontières, non informés, sont débordés. Vers 23 heures, ayant reçu des consignes officielles, ils cessent tout contrôle. C'est un déferlement de foule vers Berlin-Ouest. Le 29 décembre 1989, le nouveau gouvernement intérimaire de la RDA décide la destruction du fameux Mur, qui a duré presque trente ans. Elle est achevée le 30 novembre 1990. Entre-temps, un autre chantier a été entrepris: la réunification de l'Allemagne. ♦

* À lire sur le sujet le livre, non traduit, d'Edda Ahrberg, Hans Hermann Hertle et Tobias Hollitzer *Die Toten des Volksaufstandes vom 17. Juni 1953* (LIT Verlag, 2004).

L'HORLOGE DE TOUTES LES PEURS



1947 Création de l'horloge par l'université de Chicago, sur laquelle minuit représente la fin du monde. Elle indique alors 23 h 53...

1949 L'Union soviétique fait exploser sa première arme atomique. Notre horloge fait un bond de quatre minutes...

1953 Les États-Unis et l'URSS testent de nouvelles bombes thermonucléaires. Plus que deux minutes avant la fin...

1960 L'aiguille recule enfin de cinq minutes. La raison ? La prise de conscience du danger encouru par les populations et la communauté scientifique.

1963 Le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires est signé le 5 août 1963 à Moscou entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS. Son objectif officiel ? Limiter les rejets radioactifs dans l'atmosphère. Son but caché ? Fermer la porte du club

nucléaire... L'horloge recule de cinq minutes de plus.

1968 En raison des avancées de certains pays (la France, en 1960, et la Chine, en 1964, acquièrent l'arme nucléaire) et des conflits en Asie et au Proche-Orient, l'horloge avance de cinq minutes.

1969 Le Sénat américain ratifie le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il poursuit trois objectifs : limiter la diffusion de l'arme atomique, promouvoir le désarmement, valoriser les usages civils du nucléaire. L'apocalypse est retardée de trois petites minutes...

1972 URSS et États-Unis approuvent la limitation des armements stratégiques (SALT 1) et le traité ABM (antimissiles balistiques). Deux minutes de gagnées...

1974 De nouveau trois minutes de perdues en raison

de l'explosion de *Little Buddha*, première bombe indienne, et de l'échec des négociations américano-soviétiques.

1980 Les négociations entre États-Unis et URSS sont au point mort. Avancez l'aiguille de deux minutes.

1984 Reagan relance la course aux armements. Plus que quatre minutes avant le chaos.

1988 Le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire passé entre l'URSS et les États-Unis marque un réchauffement entre les deux Grands. Deux minutes de gagnées.

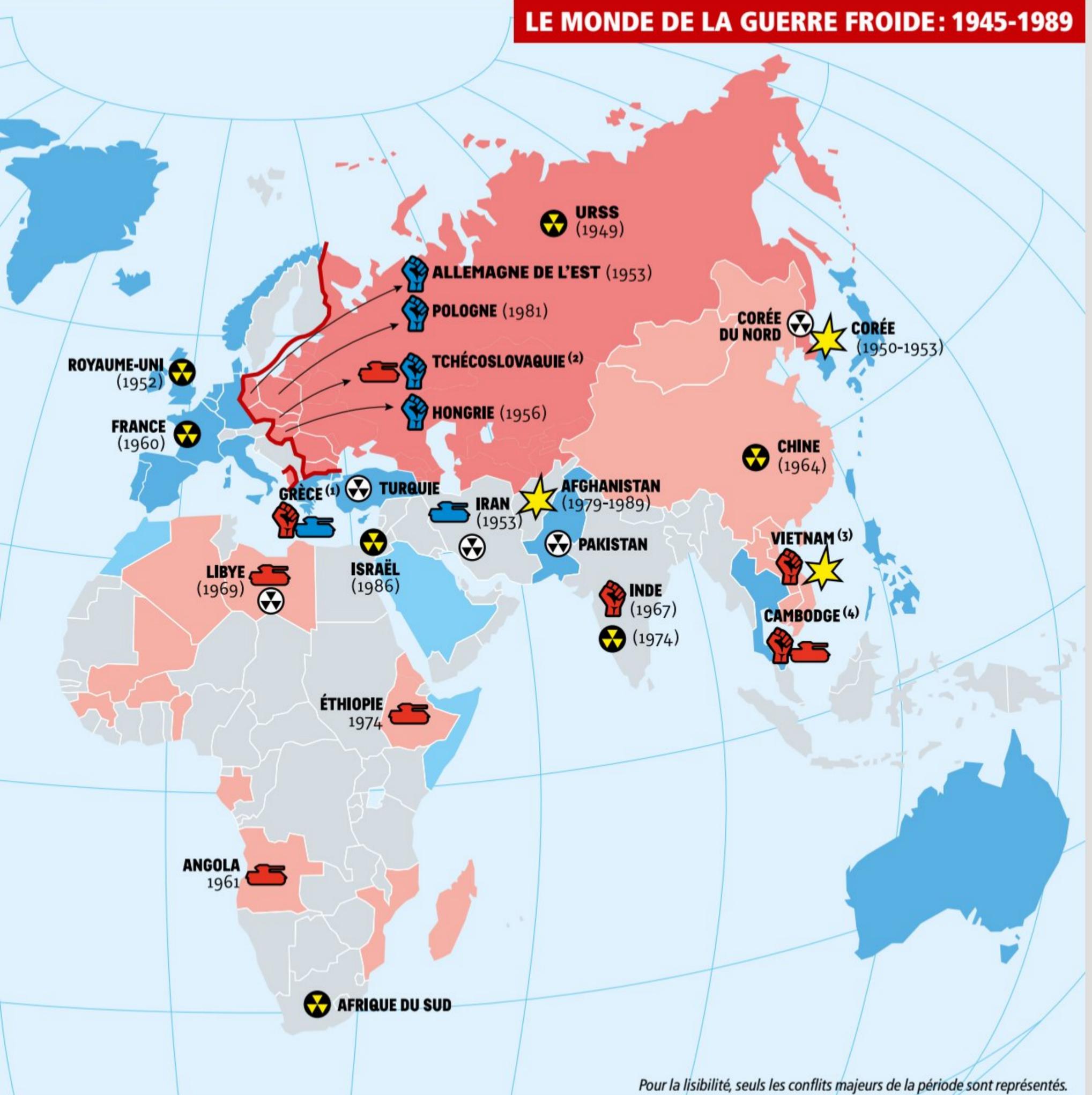
1990 Avec la chute de l'URSS la fin du monde est retardée de quatre minutes.

Et aujourd'hui ? Le gain obtenu en 1991 (23 h 43) est entamé, et cent vingt secondes nous séparent de la fin de l'Histoire.



- Pays membre de l'OTAN
- Pays affilié au bloc de l'Ouest
- Pays membre du pacte de Varsovie (1955-1991)
- Pays affilié au bloc de l'Est

LE MONDE DE LA GUERRE FROIDE : 1945-1989



Pour la lisibilité, seuls les conflits majeurs de la période sont représentés.

- | | | | |
|-----------------------------|---|--|---|
| Rideau de fer | Coup d'État orchestré par la CIA ou révolution anticommuniste | Conflit majeur | Puissance atomique avec date d'obtention de l'arme nucléaire |
| Conflit majeur | Coup d'État ou révolution procommuniste | Insurrection anticommuniste | Pays tentant ou ayant tenté d'obtenir l'arme nucléaire |
| Insurrection anticommuniste | (1) GRÈCE 1946-1969 : guerre civile ; 1967 : coup d'État « des colonels ». | Guérilla ou insurrection procommuniste | (2) TCHÉCOSLOVAQUIE 1949 : coup de Prague ; 1968 : printemps de Prague. |
| | (3) VIETNAM 1960 : création du Viêt-cong ; 1964-1973 : guerre contre les États-Unis. | | (4) CAMBODGE 1970 : insurrection des Khmers rouges ; 1975-1979 : régime prosoviétique. |



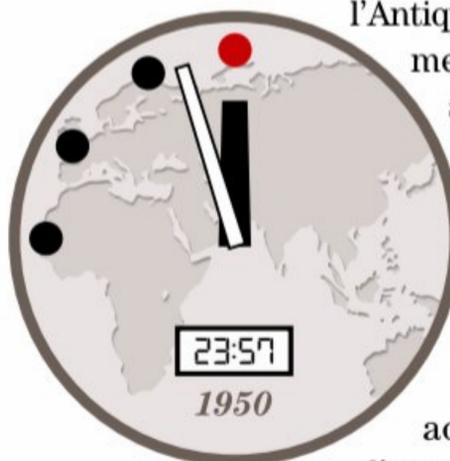
LA CORÉE, AMER AVANT-GOÛT DES SALES GUERRES

Durant trois ans, la région devient un sanglant laboratoire: des influences étrangères et cachées, des pertes militaires et des massacres de civils.

PAR PASCAL DAYEZ-BURGEON

POURQUOI L'ASIE ?

La Seconde Guerre mondiale n'est pas encore achevée que l'opinion pressent que ses deux grands vainqueurs vont s'affronter sans merci. Alliés de circonstance, communisme et capitalisme sont irréconciliables. Le piège de Thucydide, qu'on observe depuis l'Antiquité, se referme inexorablement : les États-Unis, la puissance dominante, qui maîtrisent l'atome depuis 1945, ne peuvent accepter que la puissance émergente, l'URSS, se hisse à leur niveau. Or c'est pratiquement le cas en 1949. En août, Moscou se dote de l'arme nucléaire. En octobre, la Chine se convertit au communisme. L'affrontement est inévitable.





CC BY CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/INA/INA - 2019/INA/INA - 2019/INA/INA

Jet rouge Les Nord-Coréens se lancent à l'assaut du Sud, armés par l'URSS (ci-dessus, un Mig 15). Le grand frère soviétique « prêter » aussi des pilotes, qui se mesureront aux Sabre de l'US Air Force.

Pour autant, un conflit classique n'est plus possible. Après tant de massacres et de destructions, le monde n'aspire qu'à la paix. Quant à la bombe atomique, elle fait peser sur la planète une menace d'apocalypse qui rend la guerre absurde. Si tout est anéanti, il n'y a plus ni vainqueur ni vaincu. Pour Washington et Moscou, il faut donc biaiser, s'affronter par personne interposée. Depuis George Orwell, l'auteur de *1984*, on appelle cela la « guerre froide ». Dès 1945, des répétitions ont lieu en Europe et en Méditerranée. Mais c'est en Extrême-Orient qu'a lieu la grande première. On l'appelle la guerre de Corée.

Pourquoi la Corée ? Parce qu'elle est parfaite pour le rôle. Ce royaume ermite, comme on l'a longtemps appelé, est un pays qu'on connaît mal et qui n'inspire guère la sympathie. Annexée par le Japon en 1910, la Corée s'est battue à ses côtés, contrainte et forcée. Staline comme Truman prennent donc ses habitants pour des Japonais de seconde zone, incapables d'assurer l'indépendance qu'on leur a octroyée en août 1945. On les a donc répartis en deux zones d'occupation, séparées par le 38^e parallèle, érigé en frontière arbitraire par des diplomates pressés. Leur territoire, en revanche, présente un grand intérêt stratégique. Ultime finistère du continent eurasiatique, cette

péninsule sert aussi bien de jetée pour le monde communiste souhaitant accéder aux mers chaudes que de débarcadère pour le monde libéral soucieux de verrouiller les côtes asiatiques. En somme, une zone tampon qui n'émeut personne. On ne pouvait rêver mieux.

25 JUIN 1950 : KIM IL-SUNG SE JETTE À L'ASSAUT DU SUD

Le champ clos identifié, il faut le préparer. Moscou et Washington s'emploient à faire monter la tension. Aux zones d'occupation improvisées en 1945, ils substituent deux républiques satellites, proclamées à l'été 1948. À leur tête, deux fantoches : Syngman Rhee au Sud, un méthodiste cacochyme et prévaricateur, anticommuniste jusqu'à l'hystérie. Kim Il-sung, au Nord, la trentaine, un des rares résistants à avoir survécu à la répression japonaise, prêt à tout pour dominer. L'un comme l'autre sont des va-t-en-guerre dont on attise l'agressivité à plaisir. Au Nord, l'ambassadeur soviétique, Terenti Shtykov, organise et équipe une armée populaire prête à en découdre. Le Sud est rattaché à la citadelle américaine qu'est devenu le Japon sous la férule du général Douglas MacArthur, le vainqueur du Pacifique.

Il ne reste plus qu'à mettre le feu aux poudres. Kim Il-sung se charge de la besogne. Persuadé que l'annexion du Sud lui permettra de voler de ses propres ailes, abusé par les transfuges du Sud qui lui jurent qu'on l'accueillera en libérateur, il gagne à ses vues un Shtykov désireux lui aussi de gagner du galon. Staline, d'abord dubitatif, laisse faire et Mao, qui a d'autres chats à fouetter, aussi. Washington commet en outre une bourde lourde de conséquences : le 12 janvier 1950, le secrétaire d'État Dean Acheson déclare que, pour les États-Unis, la ligne rouge à ne pas franchir court des îles Aléoutiennes aux Philippines, via le Japon. La Corée du Sud est au-delà. Pour Kim Il-sung, c'est un blanc-seing... >>>



CC BY CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/INA/INA - 2019/INA/INA

C(h)ampagne MacArthur, chargé de mener les forces de l'ONU – essentiellement américaines –, trinque avec le bataillon français, qui s'illustrera lors de la bataille de Crèvecoeur (sept.-oct. 1951).

Collatéraux

Chaque camp se rend coupable d'exactions contre les prisonniers de guerre et les civils, accusés de collaboration ou de trahison. Ici, des victimes de l'armée de Pyongyang.



MacArthur repousse les Nord-Coréens, mais provoque l'intervention chinoise. La solution proposée par le général US ? Larguer 50 bombes atomiques. Embrasement planétaire assuré

» Il frappe le dimanche 25 juin 1950. À l'aube, soutenus par 200 avions de combat, dix divisions nord-coréennes, soit 200 000 hommes, franchissent la frontière et déferlent sur Séoul. Au Sud, c'est la débandade. Mal commandées, lâchées par Syngman Rhee, qui s'enfuit aussitôt, entravées par l'exode des civils paniqués, les troupes n'offrent aucune résistance sérieuse. En moins d'un mois, à l'exception du port de Pusan, protégé par des renforts américains, la péninsule tombe aux mains de Kim Il-sung, qui fanfaronne, persuadé d'avoir remporté son pari.

OBLIGÉ DE RECULER, KIM IL-SUNG FAIT APPEL À STALINE

Pour les États-Unis, pas question d'accepter que la péninsule tombe dans l'escarcelle communiste. Réélu en 1948, le président Harry Truman s'est

engagé à « contenir » toute extension de la zone d'influence soviétique. Convoquée à la hâte, l'ONU condamne l'invasion du Sud et met sur pied une mission d'intervention, confiée aux États-Unis et à ses alliés. À sa tête, on place le bouillant MacArthur. Il a tendance à n'en faire qu'à sa tête, mais c'est un tacticien hors pair. Le 15 septembre, dans des conditions très difficiles, il réussit à débarquer à Inchon puis à reprendre Séoul, coupant les forces nord-coréennes en deux. Le 30, Kim Il-sung, affolé, appelle Staline et Mao à la rescousse.

MacArthur se lance alors à l'assaut du Nord, gagné à son tour par la panique. Le 19 octobre, il s'empare de Pyong-

yang et, le 26, il atteint les rives du fleuve Yalou, qui sert de frontière avec la Chine. Grisé par le succès, il garantit à Truman que la Chine n'interviendra pas. Grave erreur. À compter de novembre, Pékin dépêche jusqu'à un demi-million de « volontaires » qui, soutenus par l'aviation soviétique, inversent rapidement la donne. Ils libèrent Pyongyang, franchissent la frontière et, le 4 janvier 1951, reprennent Séoul. Craignant de perdre la partie, MacArthur propose alors de larguer de 30 à 50 bombes atomiques sur la Mandchourie. C'est l'embrasement assuré. Mais, pour Truman, il n'en est pas question. Il limoge son bouillant général et exige de calmer le jeu. Heureusement, les Amé-

ricains reprennent Séoul et repoussent l'ennemi jusqu'au 38^e parallèle. L'apocalypse nucléaire a été évitée de justesse. L'opinion n'en est pas moins gagnée par la panique. « Soudainement, écrit l'historien André Fontaine, la guerre froide devenait chaude. » *Avant le déluge*, un des premiers films d'André Cayatte (1954), rend très bien le climat de l'époque. Persuadée que la France va être envahie à son tour, une bande

gagés, souvent très jeunes, qui ont rejoint les forces de l'ONU, persuadés de se battre pour la liberté. Conduits par le général Monclar, les 3400 engagés du bataillon français s'illustrent par leurs faits d'armes. En octobre 1951, ils bloquent une offensive chinoise en enlevant le piton de Crève-cœur, à l'est de la frontière. Mais les Américains, les Britanniques, les Canadiens, les Belges, les Turcs ou les Philippins ne

né les tragédies que furent par la suite les guerres coloniales, on qualifie volontiers le conflit coréen de « guerre oubliée ». Peut-être ne souhaitait-on pas trop se le rappeler ?

GUERRE FROIDE OU GUERRE CIVILE ?

Mais s'il est bien une guerre que nous avons tendance à oublier, c'est celle que se sont livrée les Coréens. La guerre de Corée, c'est indubitable, constitue un moment clé de la guerre froide. Elle a tracé la limite à ne pas dépasser pour éviter un nouveau conflit mondial. Mais pour ses habitants, elle fut avant tout une guerre civile. Car aux opérations militaires que subirent les civils, les bombardements notamment, s'ajoutèrent d'innombrables massacres. Il y eut d'abord ceux que perpétrèrent les troupes du Nord à l'été 1950 à l'encontre des anticommunistes et même des propriétaires fonciers du Sud. Leur firent suite ceux que les sudistes opérèrent non seulement au Nord, contre ceux qui s'y étaient établis par conviction, nombre d'intellectuels et d'artistes, mais aussi au Sud, pour punir ceux qui, de gré ou de force, avaient collaboré.

Jusqu'à ce que le front se stabilise, le pays sombre dans la barbarie. Nul n'est à l'abri. Les hommes, même adolescents, sont enrôlés de force. Obligés de fuir, des milliers de vieillards, de femmes et d'enfants errent sur les routes, mendiant, volent ou se prostituent pour survivre. Beaucoup meurent de faim ou se suicident. Ceux qui en réchappent s'entre-tuent sous n'importe quel prétexte : la haine idéologique, la rancœur sociale, le fanatisme religieux, les vendettas locales ou familiales. La littérature comme le cinéma l'attestent, *Frère de sang* notamment (Kang Je-gyu, 2004) : la Corée a bien failli périr en tant que nation. On comprend que, soixante-dix ans plus tard, la réunification s'avère si délicate. La guerre froide se conjugue désormais au passé. Mais le brasier où elle a jeté la péninsule ne s'est pas encore éteint. ♦



CCBC CLARIE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/ NARA

de jeunes cherche à fuir à Tahiti, jusqu'à commettre un cambriolage sanglant. Pour beaucoup, la Troisième Guerre mondiale est inévitable.

LUTTE HÉROÏQUE OU SALE GUERRE ?

En fait, la guerre classique reprend très vite ses droits. Le front se stabilise, et il faudra encore deux années pour se résoudre à l'inévitable : le retour au statu quo ante, c'est-à-dire à la partition de la péninsule en deux Corées le long du 38^e parallèle. Staline disparu en mars 1953, l'armistice est signé le 27 juillet à Panmunjom. Le conflit a ravagé le pays et fait trois millions de morts, dont près de un million de combattants – les deux tiers appartenant au Nord (300 000 Chinois et autant de Nord-Coréens). Pour rien.

La guerre, il est vrai, a suscité son lot d'héroïsme. On pense aux 350 000 en-

Permis de tuer « *Donnez-nous des armes pour exterminer les communistes* » : afin de stopper les rouges, les Américains vont massivement répondre à cet appel.

sont pas en reste. Et même si on les connaît mal, il y a aussi bien des braves dans le camp adverse.

En dépit d'une intense propagande, largement relayée par Hollywood, le conflit coréen est aussi une guerre sale, comme le rappelle *Massacre en Corée*, la toile peinte par Picasso en janvier 1951. Les Américains ont lancé près d'un demi-million de bombes sur le Nord, autant que pendant la guerre du Pacifique, et ont eu systématiquement recours au napalm. Dans un camp comme dans l'autre, on n'a pas hésité à massacrer les prisonniers, militaires et civils, comme à Nongun-ri, au sud de Séoul, en juillet 1950 (le Pentagone l'a finalement reconnu en 2000). Étant don-

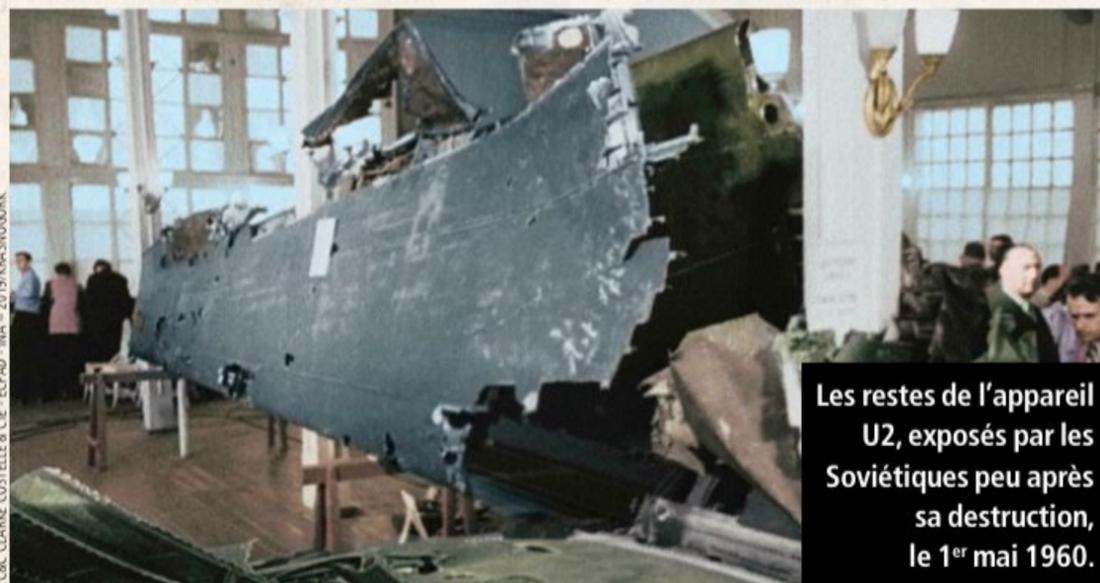
MAÎTRES ESPIONS, PROPAGANDE ET CASTOR À LA DÉRIVE

Quand on ne peut s'affronter directement, on a recours à des opérations d'arrière-cuisine, aux recettes pas toujours ragoûtantes. Voici quelques-unes des histoires les plus dramatiques et les plus sensationnelles, qui ont fait la une des journaux et au sujet desquelles les gens d'esprit n'ont pas forcément brillé par leurs lumières...

PAR CARL ADERHOLD

Y a-t-il un pilote dans l'avion espion ?

Le 1^{er} mai 1960, le capitaine Gary Powers décolle du Pakistan à bord d'un avion espion U2, qui peut voler à très haute altitude, échappant ainsi aux missiles sol-air soviétiques. Sa mission ? Survoler la région de Sverdlovsk et prendre des photos de sites militaires. Mais l'U2 est abattu. Croyant l'avion détruit et le pilote mort, les Américains parlent d'un appareil de recherche météo qui se serait écrasé. Khrouchtchev laisse passer quelques jours sans révéler que les Soviétiques ont récupéré l'avion presque intact et, surtout, que Powers est toujours vivant et a avoué sa mission d'espionnage. Le dirigeant soviétique convoque la presse pour l'annoncer, cherchant ainsi à mettre les États-Unis en position de faiblesse à la veille d'un important sommet Est-Ouest. Cet incident entraîne l'ajournement du sommet et met fin, pour une décennie, à la détente amorcée entre les deux Grands. Gary Powers, condamné à dix ans de prison, sera échangé en 1962 contre un espion soviétique. Le retour au pays s'avère difficile pour le capitaine. On lui reproche de ne pas s'être suicidé, comme il en avait l'ordre. Il faudra attendre 2012 pour que lui soit décernée, à titre posthume, la *Silver Star*. ♦



Les restes de l'appareil U2, exposés par les Soviétiques peu après sa destruction, le 1^{er} mai 1960.

Roman pour machine à écrire

La première affaire retentissante a lieu en 1946. L'ancien secrétaire général de la conférence fondatrice de l'ONU, en 1946, à San Francisco, Alger Hiss, en est la figure centrale. Il est accusé par un communiste repent d'être un espion au service de l'URSS. Un jeune sénateur de Californie, membre de la Commission sur les activités antiaméricaines, Richard Nixon, en fait une affaire médiatique. Le bénéfice pour lui est double : éliminer un concurrent dont on parle pour un secrétariat d'État et se poser en champion de l'anticommunisme. Lors du second procès en 1950, le FBI présente la machine à écrire de Hiss, dont les experts assurent qu'elle a servi à taper des pièces compromettantes. Alger Hiss est condamné à cinq ans de prison sans que l'on sache, encore aujourd'hui, s'il fut ou non un espion. Mais qu'importe, l'affaire lancera les activités de la commission McCarthy... ♦



Dangereusement vôtre Certes, Julius Rosenberg espionna au profit de Moscou, mais son apport fut bien moindre que le retentissement de cette affaire...

doute demeure. Mais, au-delà de la réalité de leur culpabilité, la sévérité du jugement (aucun espion, même durant la Seconde Guerre mondiale, n'a été exécuté), sa disproportion (aucun n'était en mesure ni d'avoir accès à la bombe ni d'en transmettre les secrets) et la volonté jusqu'à la dernière minute d'obtenir les aveux des Rosenberg (en échange d'une peine commuée en prison à vie) témoignent d'une instrumentalisation de l'affaire à des fins de propagande : souligner la menace soviétique sur la bombe atomique américaine, alors le seul pays à la posséder. Mais c'était compter sans la force de caractère des époux Rosenberg, prêts à se sacrifier pour leur cause, et sur la vague de protestation organisée par les communistes, en Europe notamment. Tous les grands noms du monde de la culture française s'illustrent, de Colette à Mauriac en passant par Marcel Aymé. La mobilisation dépasse le cadre des compagnons de route habituels. Même le pape Pie XII demande leur grâce. Le jour de leur exécution, le *New York Post* conclut : « Les Rosenberg sont morts. La bataille de propagande qui exploitera leur mort commence. » Une bataille qui continuera pendant des décennies. ♦

« Les Rosenberg sont morts. La bataille de propagande qui exploitera leur mort commence. »

L'affaire Rosenberg marque, aux États-Unis, le paroxysme de la lutte anticomuniste. L'affaire éclate en 1950. Julius Rosenberg est accusé d'être à la tête d'un réseau d'espionnage qui aurait livré les secrets de la bombe atomique à l'URSS. Le principal accusateur n'est autre que le frère de son épouse, qui a été mécanicien sur la base de Los Alamos, où la première bombe A a été construite. Le juge Kaufman, pour qui les époux Rosenberg ont « détourné le cours de l'Histoire au détriment des

États-Unis », les condamne à la peine capitale, exécutée le 19 juin 1953. Aujourd'hui, l'activité d'espionnage de Julius Rosenberg ne fait plus guère de doute. Des documents déclassés en 1995, qui portent sur le décryptage par les services secrets américains des messages de leurs homologues soviétiques, montrent la participation de Julius. Les Mémoires d'agents soviétiques ont confirmé cette information, en insistant sur la faible importance du réseau de Rosenberg. Quant à Ethel, le

SARTRE, BEAUVOIR ET LES AUTRES

En Italie comme en France, où existent les deux plus puissants PC occidentaux, nombre d'intellectuels et d'artistes s'engagent du côté communiste durant la guerre froide. De Sartre à Montand en passant par Beauvoir, Signoret, Edgar Morin, Picasso, Aragon, Juliette Gréco... on ne compte plus les militants ou les « compagnons de route ». Par leur renom, ils alimentent l'écho médiatique de cet affrontement entre l'Est et l'Ouest. Ainsi, au cours de l'affaire Rosenberg, Sartre signe un texte retentissant : « Attention ! L'Amérique a la rage », accusant les États-Unis d'être la proie d'un « nouveau fascisme ». Même des personnalités plus modérées s'en mêlent. L'intellectuel catholique Jacques Madaule déclare que le procès est « une affaire Dreyfus pire que la première » et accuse l'Amérique d'un antisémitisme qu'il compare à celui des nazis... ♦



LE BOURBIER INDOCHINOIS

Au sortir de la guerre, la France tente de conserver sa « perle » asiatique. C'est compter sans la Chine, l'URSS... et les Américains.

PAR IVAN CADEAU

2 SEPTEMBRE 1945 : HÔ CHI MINH ANNONCE L'INDÉPENDANCE DU VIÊT NAM

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la *pax gallica* règne sur l'Indochine française – les trois territoires qui, plus tard, formeront le Laos, le Cambodge et le Viêt Nam. Les révoltes nationalistes et communistes qui ont secoué ce dernier pays au début des années 1930, mal préparées et manquant du soutien de la population, n'ont pas remis en question l'ordre colonial établi. En juin 1940, le Japon saisit l'occasion de la défaite française pour faire valoir ses prétentions en Asie : le nouveau gouvernement du maréchal Pétain, espérant conserver la souveraineté française dans la péninsule, accepte de composer avec les autorités japonaises, qui déploient leurs troupes dans les principales bases de l'Indochine. Cette cohabitation forcée – qui voit se côtoyer l'armée nipponne et l'administration française – prend fin le 9 mars 1945 quand Tokyo décide, par un coup de force, de mettre fin au statu quo.

Un acteur resté jusque-là dans l'ombre, le Viêt-minh, mouvement nationaliste d'obédience communiste né en 1941, profite du vide politique créé pour s'emparer du pouvoir. Le 2 septembre 1945, au square Ba Dinh de Hanoï, son chef,

Hô Chi Minh, proclame l'indépendance du Viêt Nam : la République démocratique du Viêt Nam (RDVN) voit officiellement le jour. Quelques officiers américains sont également présents et enthousiastes ; opposés à la présence française en Indochine, tout comme leur gouvernement à l'époque, ils accueillent avec satisfaction cette révolution. Alors que la guerre froide débute en Europe, le caractère communiste du Viêt-minh leur échappe largement et le soutien apporté par les représentants américains contribue à l'éviction de la France.



1954 : LA DÉFAITE DE DIÊN BIÊN PHU ACCÉLÈRE LA FIN DE LA GUERRE D'INDOCHINE

À l'automne 1945, Paris entend pourtant faire valoir ses droits et recouvrer sa souveraineté sur ses possessions asiatiques ; c'est en tout cas la mission que le général de Gaulle confie à l'amiral Georges Thierry d'Argenlieu, nommé haut-commissaire de France et commandant en chef, placé à la tête du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient.

Quelques jours après la proclamation du 2 septembre, ses unités débarquent à Saigon. Commence alors une longue période où alternent opérations militaires et négociations diplomatiques. Ces dernières sont ponctuées de temps forts, comme la rencontre dans la baie d'Along, le 24 mars 1946, entre l'amiral d'Argenlieu et Hô Chi Minh (*photo p. 37*). Le premier ressort convaincu de cette entrevue : il n'a pas eu devant lui un chef d'État, mais, selon ses mots, « un chef communiste révolutionnaire ». Quant au leader vietnamien, s'il s'en défend par la suite, il semble im-



Lune de miel En septembre 1945, Hô Chi Minh, soutenu par les Américains, profite du départ des Japonais et de l'absence des Français pour proclamer la création de la République démocratique du Viêt Nam. La lune de miel sera de courte durée...



AMIRAL, FAIS-MOI PEUR

Le 24 mars 1946, Hô Chi Minh embarque, angoissé, dans un hydravion aux côtés de Jean Sainteny, haut-commissaire de la République, pour rejoindre l'amiral Georges Thierry d'Argenlieu. La France a reconnu le 6 mars 1946 une convention avec le chef révolutionnaire établissant le Viêt Nam comme un État libre, intégré dans l'Union française. L'accord n'aboutira pas... Haiphong est bombardée le 23 novembre, épisode suivi d'une insurrection communiste à Hanoï. C'est le début de la guerre d'Indochine.

CC&C CLARKE COSTELLE & CIE-ECPAD-INA-2019/BRIDGEMAN IMAGES

pressionné par l'étalage de puissance militaire qu'il observe. Finalement, aux revendications d'indépendance, de coopération et d'unité avancées par le Viêt-minh, les Français répondent par des propositions d'autonomie, de subordination et de division du pays. Malgré cette entente de façade, l'opposition entre les deux parties est patente et atteint son paroxysme le 19 décembre 1946 quand les garnisons françaises du

peuvent se réfugier et s'équiper. Le désastre français de Cao Bang, en octobre 1950, concrétise ce changement et entraîne l'accélération de l'aide américaine. L'Indochine est devenue un théâtre de la guerre froide où s'affrontent, par pays interposés, les États-Unis et l'Union soviétique, comme ce qui se passe en Corée à la même époque. Au printemps 1954, alors que le conflit est entré dans sa neuvième année et

quatre fois plus nombreuses. Le 21 juillet suivant, les accords de Genève, qui divisent le Viêt Nam en deux pays, mettent fin à la guerre. Pourtant, Sud-Vietnamiens comme Américains refusent de signer le texte, les seconds étant bien décidés à empêcher par tous les moyens le nouvel État de tomber sous la coupe des communistes.

JUIN 1966 : LES AMÉRICAINS BOMBARDENT HANOÏ ET HAIPHONG

Les dix ans qui séparent la fin de la guerre française de la guerre américaine sont marqués par la dégradation de la situation au Sud Viêt Nam, où la politique des gouvernements corrompus et autoritaires, appuyés par les États-Unis, favorisent le mouvement d'opposition armée du Viêt-cong, soutenu par le Nord Viêt Nam. Le 7 août 1964, prenant prétexte d'une supposée attaque sur deux navires de l'US Navy par les Nord-Vietnamiens, le Sénat américain vote la « résolution du »

Après les accords de Genève, la France quitte son ancienne colonie, désormais divisée en deux pays.

La péninsule sera encore, durant vingt et un ans, un théâtre de la guerre que se livrent URSS et USA

Tonkin (le nord de l'actuel Viêt Nam) sont attaquées: la guerre d'Indochine vient de commencer.

L'année 1949 marque un tournant dans le conflit quand, grâce à la victoire de Mao en Chine, la République démocratique du Viêt Nam et son bras armé, l'armée populaire vietnamienne, disposent d'un sanctuaire où ses troupes

que le gouvernement français cherche une « porte de sortie honorable » pour y mettre un terme, la terrible défaite de Diên Biên Phu sonne le glas des espoirs d'une paix avantageuse. Entre le 13 mars et le 7 mai 1954, les quelque 15 000 hommes de la garnison française, chargée notamment de défendre le Laos, succombent face à des forces



CC&C CLARKE COSTELLE & CIE-ECPAD-INA-2019/KRASNOGORK



CC&C CLARKE COSTELLE & CIE-ECPAD-INA-2019/NARA

Escalade À partir de 1964 (et jusqu'en 1973), les Américains interviennent directement pour protéger le régime fantoche du Sud et contrer l'avance du Viêt-cong. Les civils, souvent pris entre le marteau et l'enclume, paieront le prix fort.

»» golfe du Tonkin » autorisant implicitement le début de frappes aériennes sur le Nord Viêt Nam. Celles-ci s'intensifient à partir du 2 mars 1965, date du déclenchement de l'opération « Rolling Thunder », qui a notamment pour objectif de faire plier la volonté du gouvernement nord-vietnamien et de l'amener à la table des négociations.

Craignant une extension du conflit et l'implication ouverte de l'Union soviétique et de la Chine, l'administration américaine émet pourtant un certain

nombre de limitations aux bombardements de l'aviation : Hanoï, la capitale, le port de Haiphong et une zone tampon bordant la frontière chinoise sont interdites aux appareils de l'US Air Force. Ces restrictions suscitent l'ire des chefs militaires américains qui, au mois de novembre 1965, annoncent qu'elles sont responsables de l'échec de la campagne de bombardements. À leurs yeux, seule la destruction de sites stratégiques – et principalement les dépôts de carburants de Haiphong –

serait de nature à changer la donne. Le président américain Lyndon Johnson hésite pourtant, de peur de toucher aux intérêts soviétiques : c'est par ce port que transitent les bâtiments russes apportant l'aide (armements et matériel) aux Nord-Vietnamiens.

Finalement, l'insistance des militaires l'emporte sur les préventions du gouvernement américain : les 29 et 30 juin 1966, les bombardements des infrastructures pétrolières autour de la zone Hanoï-Haiphong sont autorisés et détruisent 80 % des dépôts. Ils suscitent une vive réprobation de la communauté internationale ; la réaction soviétique, plus modérée que prévu, se traduit néanmoins par un accroissement des moyens antiaériens. Surtout, ces bombardements sont un échec : ils ne modifient pas la politique nord-vietnamienne envers le Sud Viêt Nam et n'entament en rien sa volonté de réunir le pays. Au terme d'une dizaine d'an-

nées de guerre, qui a fait plus de 58 000 morts dans les rangs de l'armée américaine, le président Nixon (élu à la fin de l'année 1968, notamment sur sa promesse de désengager les États-Unis du Viêt Nam) accepte de signer, le 27 janvier 1973, les accords de paix de Paris. Ces derniers n'ont de paix que le nom et permettent surtout aux Américains de retirer leurs troupes, laissant au Nord et au Sud le soin de régler seuls leurs différends.

AVRIL 1975 : LA CHUTE DE SAIGON ET DE PHNOM PENH

Si Washington a assuré le Sud de son soutien – concrétisé par la cession d'un important matériel militaire –, rien ne semble pouvoir enrayer l'avancée inexorable du Nord Viêt Nam, jusqu'à son offensive finale, qui débute en décembre 1974. L'armée sud-vietnamienne, si elle résiste en quelques endroits, tombe en déliquescence, à l'image de l'appareil d'État sud-vietnamien. Contrairement aux promesses faites, les États-Unis n'interviennent pas et, le 30 avril 1975, dans une atmosphère de panique, l'armée nord-vietna-



Repas trois étoiles Venu en France, Hô Chi Minh (v. 1890-1969 – « Celui qui éclaire ») adhère au PC en 1920, séjourne à Moscou en 1924 puis en Chine. Il puisera, sa vie durant, son « nationalisme révolutionnaire » chez ses grands frères, comme ici en 1959 avec Mao et Khrouchtchev.

mienne s'empare de Saïgon. Symbole de la défaite américaine, la photographie de civils cherchant désespérément à monter dans un hélicoptère à partir du toit d'une maison louée par la CIA fait le tour du monde. Quelques jours auparavant, le 17 avril, Phnom Penh, la capitale du Cambodge voisin, a subi le même sort : les Khmers rouges se sont emparés de la ville et s'apprêtent à mettre en œuvre l'un des

massacres les plus sanglants qu'ait connus le XX^e siècle.

À la fin de l'année 1975, les pays de l'ancienne Indochine française sont tous passés sous la coupe de régimes communistes. L'opposition entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est n'en demeure pas moins toujours aussi vivace, mais c'est sur d'autres théâtres d'opérations que Washington et Moscou vont désormais s'affronter. ♦

Halte aux généraux Folamour !

Au début de 1950, les États-Unis mettent en place une doctrine d'endiguement (*containment*) visant à stopper les menées expansionnistes du communisme international. À l'impérialisme de Moscou et à ses tentatives pour mettre en place des États communistes, il sera désormais répondu par la fermeté et, si besoin, par l'action armée. L'intervention en Corée, en juin 1950, montre la détermination américaine. Il en va de même aux lendemains de la guerre d'Indochine, quand Washington décide de remplacer la France et de soutenir le Sud Viêt Nam afin qu'il ne bascule pas « dans l'autre camp ». Ce soutien inconditionnel à un régime policier et contesté plonge progressivement les États-Unis dans une logique de guerre et absorbe de plus en plus de moyens humains et militaires. De 185 000 hommes en 1965, ils passent à près de 540 000 en 1969. Mais, si Moscou et Pékin fournissent

également une aide militaire au Nord Viêt Nam, leur implication humaine (quelques milliers de conseillers) et financière est loin d'être comparable à ce que dépensent les États-Unis entre 1965 et 1975. En s'affrontant, par satellites interposés, les deux grandes puissances réussissent peut-être à maintenir un « équilibre de la terreur » et à sauvegarder leurs principaux intérêts, mais dévastent des pans entiers de la planète. Comme en Corée, la peur des belligérants d'une Troisième Guerre mondiale confirme le concept de « guerre limitée ». Pour cette raison, Truman refuse, en 1950-1951, à MacArthur l'emploi de l'arme atomique en Corée et le président Johnson met rapidement fin aux velléités du général Westmoreland et de son entourage lorsqu'il prend connaissance, en février 1968, de l'opération « Fracture Jaw », qui vise à déployer au Sud Viêt Nam des bombes nucléaires. I. C.

CC&C CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/11ARA



Numéros bis
Paris et Londres se veulent les gendarmes du canal de Suez, nationalisé par Nasser (ci-contre), mais ne sont plus que les doublures des super-puissances.

importance de plus en plus grande : la question d'Israël. Depuis sa naissance en mai 1948, ce pays est menacé par ses voisins, l'Égypte au premier plan, qui interdit le passage sur le canal des navires portant l'étoile de Da-

vid, en violation d'une convention de 1888 garantissant la libre circulation. Chacun sait qu'une guerre entre les deux pays est inévitable, alors que Le Caire reçoit depuis l'automne 1955 un matériel militaire considérable en provenance des pays de l'Est.

SUEZ 1956. LES DEUX GRANDS SIFFLENT LA FIN DU JEU

Moscou et Washington se font la guerre, mais avec leurs règles. Et ne se privent pas de remettre la France et la Grande-Bretagne à leur place.

PAR DENIS LEFEBVRE

Le 5 novembre 1956, jour où les parachutistes français et britanniques sautent sur le canal de Suez, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS envoie trois messages menaçants à Paris, Londres et Tel-Aviv : la planète paraît être au bord d'une Troisième Guerre mondiale... Tout commence le 26 juillet avec l'annonce par le colonel Nasser, le chef d'État égyptien, de la nationalisation du canal de Suez, propriété depuis près d'un siècle d'une compagnie internationale dirigée depuis Paris et Londres. Le canal doit certes revenir à l'Égypte en 1968, mais Nasser brusque les choses.

Bien sûr, des négociations internationales s'ouvrent, mais il ne cède pas. La France du socialiste Guy Mollet et l'Angleterre du conservateur Anthony Eden préparent une opération militaire conjointe en Égypte : il faut laver cet affront et récupérer le canal. Mais il y a plus : il faut aussi en finir avec Nasser car il finance et entraîne les nationalistes algériens, alors que la France s'engluie dans une guerre sanglante en Algérie. Un autre élément doit être signalé, car il prend au fil des mois une



Londres sous la menace

Tout se mélange dans cette affaire : trop de « bonnes » raisons, sans doute, pour que la question soit réglée dans le sens souhaité par Londres et Paris. Les plans d'intervention militaire se succèdent, auxquels Israël est bientôt associé par la volonté de la France. Les opérations sont lancées le 29 octobre, et l'armée israélienne, soutenue clandestinement par l'aviation française, remporte des succès foudroyants. Un appel au cessez-le-feu est prononcé par la France

et l'Angleterre, accepté par Tel-Aviv, mais rejeté par Nasser : une nouvelle phase commence, celle des bombardements aériens franco-anglais d'objectifs militaires égyptiens, préparatoires à une intervention prévue pour le 5 novembre.

Mais tout se gâte très vite. À l'ONU, les réunions s'enchaînent, les résolutions s'empilent, sur fond d'absentions et de droit de veto, mais le vrai jeu est ailleurs... Les Américains font tout pour imposer leurs vues : Eisenhower, à la veille de sa réélection, après une campagne placée sous le signe de la paix, doit empêcher toute guerre. Il multiplie les pressions sur

Londres, y compris financières, pour faire cesser les opérations. Moscou s'en prend le 5 novembre publiquement aux belligérants, et à leurs opinions publiques, par trois lettres envoyées à Tel-Aviv, Londres et Paris. La tonalité de ces trois messages est différente. Le plus dur est celui qu'il envoie

Quelles réactions à ces trois lettres? Témoins et historiens s'accordent: la panique gagne Washington. Eisenhower et son secrétaire d'État, John Foster Dulles, veulent en finir et font pression sur Eden, qui cède le lendemain, non par peur des bombes atomiques, mais parce que la livre s'ef-

La fin est connue : le 6 novembre, la guerre s'arrête. Battu militairement, Nasser sort vainqueur politiquement. La France et l'Angleterre reculent, URSS et États-Unis confirment leur statut de leaders mondiaux. La planète a-t-elle vraiment été au bord du gouffre atomique à l'automne 1956?

On peut en douter. On sait depuis que Moscou, techniquement, ne pouvait pas concrétiser ses menaces de frappes. Mais ce bluff lui a offert l'occasion d'affirmer sa crédibilité atomique et de faire oublier son coup de force en Hongrie, pour faire rentrer ce pays dans le giron communiste. surtout, les deux Grands n'avaient aucun intérêt à ce que le conflit se généralise. Le monde change cette année-là, la guerre froide prend une nouvelle dimension, et chacun comprend que, pour exister, jouer un rôle mondial, menacer un adversaire du châtiement suprême, la capacité nucléaire est indispensable. Deux pays se lancent dans cette aventure : Israël, avec l'appui de Paris, et la France elle-même. ♦

Sans arsenal nucléaire, la France perd toute influence. Les dirigeants de la IV^e République accélèrent donc les recherches qui permettront à de Gaulle de revendiquer l'indépendance du pays

à Ben Gourion, où il va jusqu'à mettre en cause l'existence de son pays. Dans sa lettre à Anthony Eden, il est moins agressif, mais fait référence à la possibilité d'envoyer sur Londres des fusées nucléaires. À l'encontre de Guy Mollet, il est plus modéré, même s'il envisage l'usage de la force, et demande au socialiste de faire preuve de sang-froid, et de tout arrêter au plus vite...

fondre. Il entraîne avec lui Guy Mollet, qui doit s'incliner alors qu'il voulait continuer les opérations militaires, Nasser étant au bord de l'effondrement, ce qu'a attesté dans un témoignage ultérieur l'adjoint du résident du KGB au Caire... Les lettres du 5 novembre avaient-elles pour objectif principal de sauver le soldat Nasser? C'est bien possible.

À nous le raïs ! Britanniques et Français (ci-dessous), à l'issue d'un imposant assaut aéronaval, s'emparent de Port-Saïd, tandis que l'armée israélienne perce le front égyptien. Au final ? Un succès militaire exemplaire. Un échec diplomatique légendaire...



LE MONDE AU BORD DE L'ABÎME

La crise cubaine symbolise à elle seule le péril atomique et fut gérée de main de maître par un Khrouchtchev plus matois que jamais...

PAR VINCENT MICHELOT

Le 26 octobre 1962, alors que la crise des missiles de Cuba en est à son treizième jour, Fidel Castro écrit à Nikita Khrouchtchev, le premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, pour le mettre en garde quant à une attaque imminente des États-Unis contre Cuba, lui suggérant que la seule réponse possible de l'allié russe serait une frappe nucléaire préventive qui mettrait définitivement fin à toute menace états-unienne sur le régime castriste et sur la paix dans le monde. Le leader cubain est clair :

« Si les impérialistes envahissent Cuba avec le but d'occuper l'île, les dangers de leur politique d'agression sont si grands qu'après une telle invasion l'Union soviétique ne pourrait accepter une situation dans laquelle les impérialistes puissent lancer une première frappe nucléaire contre elle. »

La tension entre les deux superpuissances atteint alors son sommet : lorsque Castro écrit cette lettre, les États-Unis exercent depuis six jours un

blocus naval – un acte de guerre, selon le droit international – autour de Cuba pour empêcher l'installation sur l'île de missiles nucléaires de moyenne portée capables d'atteindre les villes de la côte Est des États-Unis ; le lendemain, le 27 octobre, un avion espion U2 est abattu par un missile russe au-dessus de Cuba et son pilote est tué : les Russes (ou les Cubains) ont tiré les premiers, donnant une raison aux États-Unis de déclencher une frappe nucléaire.

Enfin, dans la soirée, l'US Navy lance des grenades contre un sous-marin soviétique – dont on apprendra plus tard qu'il était équipé de charges nucléaires –, le forçant à faire surface sur la ligne de blocus. Le contexte de la relation Est-Ouest n'a jamais

été aussi pesant.

En effet, lorsqu'au matin du 16 octobre 1962, le conseiller à la sécurité nationale McGeorge Bundy informe le président Kennedy des conclusions de vols de reconnaissance au-dessus de Cuba – qui prouvent l'installation de sites de lancement de missiles sur l'île –, c'est l'aboutissement d'un conflit



CC&C CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/GETTY IMAGES

CC&C CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/INARA



larvé dont l'origine est l'opération « Zapata », dans la baie des Cochons : la tentative d'invasion de Cuba en avril 1961 par des mercenaires entraînés par la CIA afin de renverser le régime castriste. Les « treize jours d'octobre » sont à la fois le point d'orgue et la conclusion d'une crise nouée sous la présidence d'Eisenhower puis sur la plage de la baie des Cochons.

Un réalisme salvateur

Le 22 avril 1961, Khrouchtchev rédige un long télégramme dressant l'acte d'accusation de la politique étrangère des États-Unis sur tous les points du globe, mettant en balance la menace que font peser les États-Unis sur l'URSS, avec des bases militaires en Turquie et en Iran, et celle que l'URSS représente pour les Américains par sa présence à Cuba. Ce déséquilibre justifie pour lui que l'intégralité du « secteur allié » de Berlin soit placée sous l'autorité de la RDA. Le rapport de force dans l'ex-capitale allemande est tel que, si l'URSS devait tenter de réunifier la ville, seul le

recours à l'arme atomique permettrait aux Américains de s'y opposer.

Dès lors, c'est une mécanique de guerre qui s'enclenche, marquée par un renforcement significatif de l'appareil militaire américain, avant même la convention de Vienne sur les relations diplomatiques en juin 1961, puis la construction du mur de Berlin en août – à laquelle les États-Unis répondent par un simple « avertissement solennel », faute de pouvoir l'arrêter. Les deux superpuissances s'affrontent donc directement ou indirectement en Asie, en particulier au Laos, à Berlin et à Cuba, où, au début de l'été 1962, le renforcement de la présence russe inquiète les États-Unis. Les photos prises par la CIA en septembre ne sont donc pas une surprise, mais la confirmation de leurs pires craintes.

À partir de cet instant, seule une communication directe et efficace entre les deux leaders – et une appréciation nuancée des enjeux – permet d'éviter le recours à l'arme atomique, à une époque où la doctrine est celle de la « première frappe », destinée à anéantir

préventivement la capacité de réaction de l'ennemi. En soulignant son rejet du « tout-nucléaire » dans sa politique de défense et sa préférence pour la « flexibilité » dans son deuxième discours sur l'état de l'Union en mai 1961, mais aussi par son réalisme face à l'érection du mur de Berlin, Kennedy a mis en évidence cette compréhension fine de la complexité des enjeux.

Côté soviétique, Khrouchtchev a su ne pas pousser son avantage après la baie de Cochons ou sur la question de Berlin – comme si ni Berlin ni Cuba, aussi symboliques fussent-ils, ne justifiaient le recours à l'arme atomique. Et donc, alors même que Fidel Castro écrit à Khrouchtchev, ce dernier propose une sortie de crise à son homologue américain : l'URSS, sous le contrôle des Nations unies, retirera ses missiles si les États-Unis lèvent le blocus et s'engagent à ne pas attaquer Cuba ; le lendemain, il ajoute une demande : que les États-Unis retirent de Turquie et d'Italie leurs missiles Jupiter.

La première demande est acceptée publiquement ; la seconde, secrètement. Le dimanche 28 octobre, la crise des missiles de Cuba est officiellement terminée. ♦

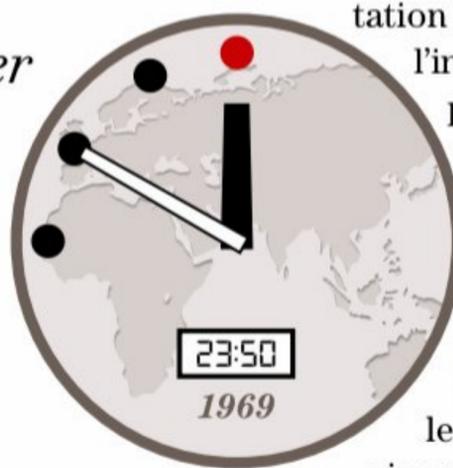
Troc En menaçant les États-Unis avec les missiles installés à Cuba, Khrouchtchev obtient de Kennedy le retrait de fusées américaines en Turquie, pointées vers Moscou. Le dirigeant soviétique saura limiter ses gains, afin de préserver l'équilibre mondial.



1969, L'ANNÉE DU DRAGON CHINOIS

Cette année-là, un énième litige frontalier entre la Chine et l'URSS manque mener tout droit à un conflit nucléaire. Évité de justesse, il révèle au monde la puissance de Pékin et de son leader incontesté depuis 1949...

PAR ALAIN ROUX



Zhenbao, dans le territoire chinois. Entre le 1^{er} janvier 1964 et le 11 septembre 1969 – date à laquelle une rencontre entre Kossyguine et Zhou Enlai mit fin au conflit en fixant la frontière au milieu du fleuve –, il y eut 4 189 incidents de frontière, mais seul celui de mars 1969 prit la forme d'une confrontation militaire. Pourtant, après l'instauration de la République populaire de Chine et la visite de Mao Zedong à Moscou en 1949, le traité d'amitié sino-soviétique signé en février de l'année suivante devait inaugurer de nouveaux rapports entre les deux pays. Les discussions entre Mao et Staline avaient été difficiles jusque-là : Staline se méfiait de Mao, dont la « pensée » avait été élevée en 1945 par le PCC au niveau des théories fondatrices du marxisme-léninisme – Mao dira que « l'on arrive toujours à prendre un peu de viande dans la bouche d'un vieux tigre ».

Vents contraires

La Chine avait dû renoncer à récupérer une grande partie de la Mongolie, passée sous le contrôle de l'URSS, et concéder divers avantages économiques à son puissant voisin, tandis que l'aide financière reçue de la part de Moscou ne dépassait pas celle obtenue par la Pologne. Mais l'intervention chinoise dans la guerre de Corée – qui en fait un des bras armés du camp socialiste – puis la mort de Staline et l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev débouchent sur un âge d'or des relations sino-soviétiques : l'aide soviétique permet à la Chine de jeter les bases de la révolution industrielle et de commencer la construction de la bombe A – que Mao juge indispensable pour que la Chine retrouve son rang de grande puissance. Dans la logique des blocs qu'impose la guerre froide, l'empire du Milieu est « tombé d'un seul côté », celui dirigé par l'URSS. Mais il n'y était qu'un brillant second...



Le 2 mars 1969, une section de gardes-frontières soviétiques venue comme chaque matin à la même heure prendre position sur l'îlot Damansky, situé près de la rive chinoise de l'Oussouri – un affluent du fleuve Amour en Sibérie orientale –, tombe dans une embuscade tendue par des soldats chinois. Dans la nuit du 14 au 15 mars, l'Armée rouge déclenche en représailles une offensive dotée de grands moyens et pénètre en Chine sur une vingtaine de kilomètres avant de se retirer. Quatre officiers et 54 soldats soviétiques furent tués lors des combats. Les Chinois déplorèrent 29 tués

Frères d'armes Staline apprécie modérément les ambitions idéologiques de Mao, mais sait utiliser, notamment en Corée, la pléthorique Armée populaire chinoise.

et un disparu, mais les Soviétiques évaluèrent les pertes de l'APL à plus de 800 morts.

Depuis le XIX^e siècle, les autorités russes estimaient que la totalité du fleuve – dont les îles – se trouvait en Russie, tandis que les Chinois, se réclamant du droit international, fixaient la frontière au milieu du fleuve et incluaient ce même îlot, qu'ils appelaient

Mao, très tôt, veut que la Chine prenne la direction du mouvement de libération des peuples coloniaux et codirige le camp socialiste. En 1957, lors de la conférence de Moscou des 64 partis communistes, il affirme que «le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest»,

peuples opprimés. Le terrible échec de ce projet utopique consistant à accélérer la construction du communisme entraîna la plus grande famine de l'histoire en 1959-1962 et déboucha sur une fuite en avant, tandis que l'URSS retira ses experts et mit un terme à son aide

de conflit entre États. À partir de mai 1965, la «Grande Révolution culturelle prolétarienne» s'accompagne d'une exacerbation de la dénonciation du révisionnisme soviétique restaurateur du capitalisme. Et en 1968, l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie fait craindre à Mao une agression analogue perpétrée par les «nouveaux tsars».

Le rétablissement de relations diplomatiques entre la Chine et les États-Unis trouve son origine dans ces combats autour d'un îlot du bout du monde. Mao estime, de façon pragmatique, que deux pays qui ont le même ennemi sont des alliés potentiels: il réagit positivement en 1969 aux ouvertures diplomatiques des États-Unis, ce qui aboutit à la visite de Richard Nixon à Pékin en février 1972 et à la reprise des relations entre les États-Unis et la Chine. Ainsi Mao enclenche un des plus importants bouleversements de la politique internationale de notre époque: il ouvre une boîte de Pandore d'où s'échapperont les fléaux du capitalisme – qu'il avait passé sa vie à combattre! ♦

À la fin des années 1950, la déstalinisation menée par Khrouchtchev et la neutralité soviétique dans le conflit sino-indien conduisent Pékin à réviser sa diplomatie et à rechercher de nouvelles alliances.

tandis que la crise en Europe de l'est, consécutive à la dénonciation des crimes de Staline lors du XX^e Congrès du PCUS en février 1956, ébranle le leadership soviétique.

En 1958, Mao lance le Grand Bond en avant: son ambition est de faire de la Chine le cœur de la révolution mondiale face à une URSS tentée par le révisionnisme et une coexistence avec le camp impérialiste, qu'il juge préjudiciable au mouvement de libération des

dans le domaine du nucléaire militaire. En août 1963, la signature par l'URSS, à Moscou, aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne, d'un accord interdisant des essais nucléaires dans l'atmosphère ne parviendra pas à l'exclure du club fermé des puissances dotées de la bombe A, que la Chine rejoint en octobre 1964.

Pendant ce temps, la rupture entre la Chine et l'URSS est progressivement passée du schisme idéologique à celui

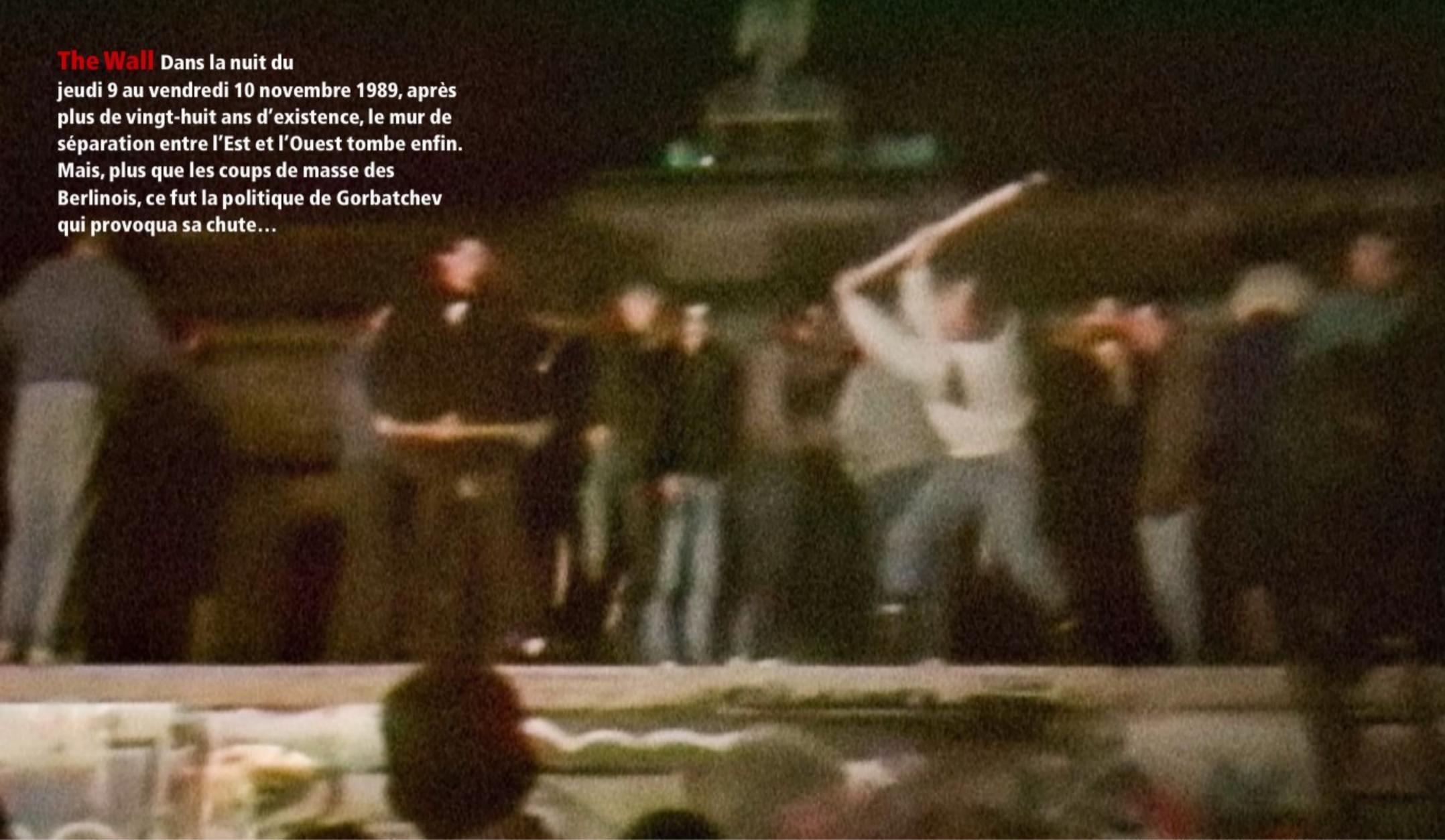
CC&C CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/ NARA



Les ennemis de mes ennemis...

En pleine guerre du Viêt Nam, en 1972, Mao entérine un rapprochement avec le président Nixon. Le temps où le Grand Timonier comparait les États-Unis à un «tigre de papier» (1959) semble révolu.

The Wall Dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 novembre 1989, après plus de vingt-huit ans d'existence, le mur de séparation entre l'Est et l'Ouest tombe enfin. Mais, plus que les coups de masse des Berlinoises, ce fut la politique de Gorbatchev qui provoqua sa chute...



CC&C CLARKE COSTELLE & CIE - ECPAD - INA - 2019/ INA

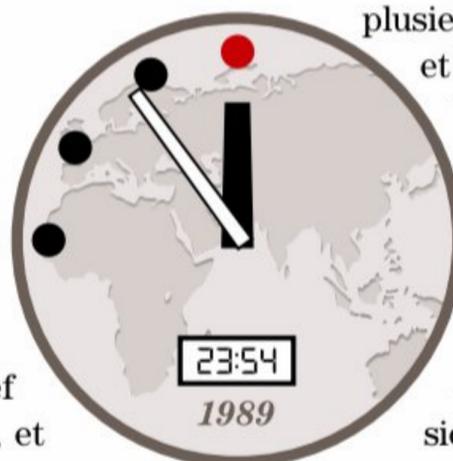
COMMENT L'URSS S'EST EFFONDREE

Pour réformer un système à bout de souffle, Gorbatchev a pris tous les risques, tout en écartant le recours à la force. Choix visionnaire, mais fatal à l'URSS...

PAR VLADIMIR FÉDOROVSKI*

La chute du mur de Berlin constitue le point majeur de confrontation entre le KGB et les réformateurs au Kremlin. En 1989, le KGB ne cesse d'alerter Gorbatchev à propos de l'évolution en RDA, qui ne pouvait être, selon lui, que défavorable aux intérêts soviétiques et aux 500 000 militaires soviétiques basés en Allemagne. Et les services de sécurité avaient un plan précis pour conserver l'Allemagne de l'Est au sein du pacte de Varsovie.

Les ultimes réunions, à la mi-juin 1989, mirent en présence les représentants de la tendance dure – le chef du KGB, Krioutchkov, et le ministre de la Défense, Yazov – et les réformateurs, mes amis Iakovlev, membre du Politburo, et Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères, face à un Gorbatchev arbitre des débats. C'est donc au cœur du



Kremlin que s'enracine le « miracle » de la chute du mur de Berlin. Le numéro deux de Gorbatchev, Iakovlev, emploie un argument discret mais décisif à l'attention du secrétaire général et de sa femme, la très influente Raïssa: « Si nous utilisons la force, leur dit-il en aparté, nous devenons les otages du KGB et de l'armée. Ce sera la fin des réformes en URSS et, au final, nous serons chassés du pouvoir. »

Gorbatchev décide alors de ne pas intervenir, faisant le choix de la liberté. Mais à l'époque, il existe aussi une sorte d'alignement des planètes avec plusieurs phénomènes politiques et économiques qui se combinent. Il y a d'abord l'action de Gorbatchev. On pourrait dire que son échec est précisément une victoire, puisqu'il a permis à la Russie de sortir du communisme sans effusion de sang. Sa stratégie a été réfléchie: Gorbatchev n'a pas suivi le programme pour lequel Andropov, son prédécesseur, l'avait mandaté. Ce dernier avait imaginé que Gorbatchev suivrait la même stratégie que Deng Xiaoping en Chine: il aurait per-

mis l'ouverture graduelle de l'économie tout en gardant un contrôle complet de la politique, ce qu'il faut bien appeler une terreur politique. Mais Gorbatchev a choisi une autre voie: il pense, en effet, qu'il faut faire les deux à la fois, libéraliser graduellement l'économie et la politique.

Réformer n'est pas tuer

Mais s'il libéralise la Russie et invente enfin pour elle un socialisme à visage humain, il commet aussi de lourdes erreurs. Parce qu'il imagine qu'avec Raïssa il est le nouveau Jésus de la Russie, Gorbatchev tente de changer l'homme russe: à peine a-t-il déclaré la guerre à l'alcool que sa popularité s'effondre. Et il va perdre le contrôle budgétaire du pays en adoptant une loi sur l'entreprise qui va permettre aux patrons de s'appropriier tout le secteur économique. Les oligarques commencent à voler les richesses économiques à une échelle colossale, sans précédent dans l'économie mondiale. En même temps, Gorbatchev sous-estime les tensions nationales à l'intérieur de l'URSS. Et il n'y a pas que cela. Mes amis – surtout la tête pensante de la perestroïka [«reconstruction» économique», ndlr], Iakovlev – ont acquis la certitude que le système soviétique était irréformable, qu'il fallait mettre fin au régime totalitaire et que l'Occident allait aider les démocrates russes. Sauf que ce n'était pas du tout la stratégie occidentale! Bien au contraire: Reagan se lançait alors dans le bluff de la « guerre des étoiles ». Une folle course aux armements commence. Pour y faire face, l'armée soviétique réclame des sommes ahurissantes au moment où les deux sources de financement du budget de l'URSS s'effondrent: les prélèvements sur les ventes d'alcool et les revenus tirés du pétrole, dont l'Amérique et l'Arabie saoudite font baisser drastiquement les prix.

En 1989, les jeux sont faits: Gorbatchev marche sur l'eau dès qu'il appa-



Claque de fin En 1968, Moscou a fait régner l'ordre en Tchécoslovaquie (en haut), mais les réformes économiques (perestroïka) puis politiques (glasnost) lancées par l'avant-dernier secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique ont sonné le glas d'un régime. Le voici chantant l'ultime *Internationale* lors du XXVIII^e et dernier congrès du parti, le 2 juillet 1990.

raît en Occident mais, chez lui, c'est l'homme le plus impopulaire de l'histoire russe. Pour échapper à la banqueroute, une seule solution: dissoudre l'empire. Mais il ne faut pas dire, comme déclarent les Russes aujourd'hui, que Gorbatchev était un « crétin et un traître ». En réalité, les architectes de la perestroïka furent des gens intelligents qui en étaient arrivés à la conclusion que le régime soviétique était criminel et qu'il fallait en sortir, mais ceux qui souhaitaient conserver l'Empire soviétique ont oublié une chose: le Mur est tombé et

l'Union soviétique est morte parce que Gorbatchev a cessé de tuer pour gouverner. Sans avoir recours à la force, un tel empire ne pouvait que s'écrouler. Si la chute du mur de Berlin a laissé dans les mémoires la vision exaltante d'un peuple allemand brisant ses chaînes, il faut avoir conscience qu'elle fut avant tout l'option des réformateurs russes qui voulaient en finir avec la spirale de la répression. ♦

* Ancien diplomate, Vladimir Fédorovski est l'écrivain d'origine russe le plus édité en France. Son 43^e livre, *Sur tes cils fond la neige: le roman vrai du docteur Jivago*, vient de sortir aux éditions Stock.